



ALNU Info

Association Luxembourgeoise pour les Nations Unies asbl (ALNU)

Adresse: 3, route d'Arlon L-8009 STRASSEN

Téléphone: (+352) 46 14 68 Télécopie: (+352) 46 14 69

Adresse électronique: alnu@pt.lu Adresse Internet: www.alnu.lu

Facebook: www.facebook.com/ALNU.Luxembourg/

Nouveaux Membres: <http://www.alnu.lu/member/member.php>

Coordonnées bancaires: CCPL LU95 1111 0248 7038 0000

Octobre 2019

Edition de la publication : Colin Robertson

Sommaire

Rapport: Projet 2019 en collaboration avec les lycées. L'Objectif de Développement Durable

n°12 des Nations Unies : établir des modes de consommation et de production durables.

Articles: Rahsan Celik, WFUNA European United Nations Associations Meeting in Rome

Ema Mehic, Les Nations Unies et le réchauffement climatique

Projet 2019 en collaboration avec les lycées

L'Objectif de Développement Durable n°12 des Nations Unies : établir des modes de consommation et de production durables

Sessions finales les 13 et 14 mai 2019 à la Chambre de Commerce

Sous le patronage, avec le support et le soutien de :

- Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,
- Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement Durable,
- Ministère des Affaires étrangères et européennes,
- Chambre de Commerce du Luxembourg,
- Société Electro-Center, de Mersch et de Lorentzweiler, spécialiste en panneaux photovoltaïques et en bornes électriques, dans la perspective « energy for all » des Nations Unies,
- Société Armacell international de Capellen, membre du réseau international des entreprises du Global Compact des Nations Unies.

Demi-journée plénière le 13 mai: élèves répartis en deux grands groupes de travail.

Le projet 2019 de l'ALNU en collaboration avec 3 lycées luxembourgeois, a reposé sur le thème de l'Objectif de Développement Durable n°12 des Nations Unies : établir des modes de consommation et de production durables.

A cette occasion, environ 50 élèves ont été répartis en 6 groupes de travail. 9 membres de l'équipe pédagogique ont participé aux sessions finales du projet. Les lycées ayant participé sont les suivants: l'Athénée de Luxembourg, l'Atert Lycée Redange et le Lycée Classique de Diekirch.

Au cours de cette première journée, Madame Carmen Noehl, animatrice au sein du service de la formation de la SuperDrecksKëscht (SDK) - Akademie, a offert son expertise sur le sujet de la gestion des déchets, du cycle de vie des produits et sur l'économie circulaire.

En Europe, la moyenne de quantités de déchets fabriqués est de 487 kg par habitant. Bien que le Luxembourg soit un pays qui produit énormément de déchets (607 kg par habitant), il est également celui qui recycle le plus de déchets.

Nous sommes dans un système d'économie linéaire, qui n'est pas durable car les déchets produits sont éliminés et polluent. De plus, les ressources ne sont pas illimitées. Il est donc nécessaire de transformer ce système en une économie circulaire.

Afin de gérer les déchets d'une manière différente, la directive européenne de 2008 pour la gestion des déchets en Europe a fixé plusieurs règles (sur le pourcentage de déchets municipaux qui doivent être recyclés, sur le pourcentage de plastique à recycler). Ainsi, tous les pays membres doivent transposer cette directive en droit national, dans le but de réduire la quantité de déchets et de mieux gérer les ressources existantes. Au Luxembourg, la loi modifiée sur la gestion des déchets du 21 mars 2012 applique les objectifs de la directive communautaire, à travers des mesures prévues dans le Plan national de gestion des déchets et des ressources, établi par l'Administration de l'Environnement.

Les élèves, répartis en deux grands groupes de travail, ont eu la tâche de produire une résolution sur le thème de la consommation et de la production durables, sur la base de leurs travaux respectifs et de réflexions communes. La résolution globale des deux grands groupes de travail est disponible comme document à part.



Journée plénière le 14 mai :

Suite aux interventions des représentants des deux sponsors de l'ALNU (les sociétés Electro-Center et Armacell), les groupes de travail ont effectué tour à tour une présentation de leur feuille de route avec dossier intégré. Les Présidents, secrétaires et rapporteurs de chaque grand groupe de travail ont ensuite présenté les deux résolutions réalisées la veille.

Un jury, composé d'un représentant de chaque lycée et de membres de l'ALNU, a ensuite procédé à l'évaluation des travaux et présentations des différents groupes.

Lors de cette journée plénière, plusieurs orateurs et invités ont réalisé diverses interventions, afin d'animer les échanges et d'exposer leurs points de vue respectifs en lien avec le thème du projet. En ce sens, un débat a eu lieu sur la base d'un questionnaire composé de trois questions. Chacune d'entre elles fut modérée par un intervenant différent : M. Jean-Louis Zeien - président de Fairtrade Lëtzebuerg, M. André Rollinger - Président de l'ALNU et Mme Shana Si Abdallah - Chargée de projet à l'ALNU.



Voici un exposé des points qui ont été soulevés lors de cette journée:



M. Marc Wagener Directeur des Affaires économiques à la Chambre de commerce a rappelé l'importance que la Chambre de commerce accorde à l'Objectif de Développement Durable n°12. Il a ensuite souligné que le développement de modes de production et de consommation durables au Luxembourg constitue un défi de taille dans de nombreux secteurs, et représente une occasion pour le pays de remettre son économie sur la voie de la soutenabilité à long terme. Au regard de l'épuisement des ressources naturelles, il n'est désormais plus possible d'envisager une production linéaire sans prendre en compte l'environnement ou les prix des matières premières.

La production et la consommation durables sont des enjeux planétaires. Dans les pays développés, l'équivalent de 500 Tours Eiffel est consommé chaque jour en termes de ressources et de matières. Il faudrait alors en 2050 l'équivalent de 3 planètes Terre pour répondre à nos besoins: la gestion de nos ressources est donc urgente, pour pouvoir parler de durabilité.



M. André Rollinger, Président de l'ALNU, a remercié tous les participants au projet 2019 de l'association en collaboration avec les lycées. Il a rappelé la marche pour le climat ayant eu lieu le 15 mars 2019, à laquelle environ 15 000 jeunes ont participé afin de réclamer de réels engagements plus forts. Pour que la jeune génération agisse dans le futur, il est nécessaire de lui offrir une bonne formation et une bonne éducation.

Il a ensuite relevé que les indicateurs Eurostat offrent une comparaison intéressante entre le Luxembourg et les autres pays de l'Union européenne. Malgré la croissance dynamique du Grand-Duché, certains critères de développement durable ne sont pas remplis.

Une action concrète à tous les niveaux est donc urgente. Les jeunes citoyens peuvent changer leur mode de consommation, mais il est impératif de s'informer tout autour. Les expériences de changement de modes de consommation réalisées par les élèves doivent devenir des engagements à moyen et long terme.



M. Henri Chapelle, directeur des ventes et du marketing pour la mousse PET de la société Armacell, a présenté la société Armacell, dont le siège social est situé au Luxembourg. Celle-ci concentre ses produits sur les cinq tendances mondiales: l'urbanisation, la globalisation de la chaîne d'approvisionnement alimentaire, l'efficacité énergétique, le confort acoustique et l'allègement. Cette société participe entre autres au projet PlastiCircle 2020, dans laquelle elle contribue à réduire l'utilisation de matières vierges issues de combustibles fossiles en donnant une seconde vie aux flux de déchets de polyester recyclés. Ses mousses PET sont, depuis 2010, fabriquées à partir de 100 % de matières recyclées. Cette technologie r-PET, unique et brevetée, offre une mousse constante et fiable en qualité, et permet de créer, à partir de bouteilles en plastique, des matériaux de construction, qui peuvent être recyclés en fin de vie. Jusqu'à présent, environ 1 milliard de bouteilles ont été utilisées par la société Armacell. Cette utilisation s'est notamment faite pour des panneaux de toit, et ce, jusqu'au Moyen-Orient.



M. Frank Steichen, de la Société Electro-Center, a présenté la société Electro-Center, qui veut se développer sur les marchés de l'électromobilité et de l'énergie photovoltaïque. En effet, le gouvernement luxembourgeois a introduit une nouvelle réglementation qui favorise également les coopératives et les particuliers dans ce domaine. Dès lors, il sera possible d'équiper d'une manière économique les maisons et bâtiments avec des panneaux photovoltaïques sous différentes formes: toiture, façades en verre... L'énergie produite par de nouvelles installations d'une durée de vie de 30 ans et des batteries pour le stockage de l'énergie d'une durée d'au moins 20 ans devient compétitive au prix de 14 cts/kWh. Ce prix est calculé sur les coûts d'une installation d'une durée de vie de 30 ans et sur la quantité d'énergie produite pendant cette même période. Ainsi, les particuliers et les promoteurs immobiliers pourront avoir un intérêt financier et économique à produire de l'électricité photovoltaïque directement sur le site de construction des maisons et bâtiments au lieu de s'approvisionner en électricité auprès d'un fournisseur de réseau public.



Mme Marguy Kohnen, conseillère au Ministère de l’Environnement, du Climat et du Développement Durable, a présenté les travaux du gouvernement réalisés afin de mettre en œuvre, comme tous les membres de l’Union européenne, l’Agenda 2030. Certaines caractéristiques propres au Luxembourg ont ensuite été présentées, concernant la croissance démographique notamment: en 37 ans, la population luxembourgeoise a augmenté de 65 %. Il en va de même s’agissant de la population active: la moitié est issue des pays frontaliers.

Les 165 objectifs de l’Agenda sont si vastes que l’action du gouvernement seul ne peut suffire: tous les acteurs se doivent de travailler sur cet Agenda (entreprises, population active, associations, ...).

L’objectif au Luxembourg est également de réduire son empreinte écologique par différentes actions: en privilégiant les circuits courts, en favorisant une économie circulaire ou encore en réduisant les déchets et surtout le plastique à usage unique.



Mme Claude Sevenig, Chef du service des relations internationales au Ministère de l’Education nationale, de l’Enfance et de la Jeunesse, a remercié au nom de Monsieur le Ministre Claude Meisch tous les participants à cette journée. Afin de parvenir à des modes de consommations durables, le Ministère de l’Education nationale encourage différentes initiatives: le développement de programmes pédagogiques contre le gaspillage alimentaire, l’utilisation d’outils multimédias afin de réduire les photocopies en papier.

Mme Sevenig a rappelé que ce projet constitue une expérience bénéfique pour les lycéens, car il leur offre la possibilité de prendre part à des décisions, de développer leurs idées, de les mettre en pratique et ainsi d’apprendre à se percevoir comme des êtres efficaces, compétents et autonomes.



M. Claude Boever, Directeur de l’Atert Lycée de Redange, a fait une intervention finale au nom des représentants de la direction des lycées. Il a félicité les élèves et les professeurs qui les ont encadrés pour leur participation active à ce projet. Les initiatives d’engagement par les jeunes leur permettent d’acquérir les connaissances et les compétences utiles à l’exercice de responsabilité et de développer leurs passions. Ainsi, en se perfectionnant sur le terrain, un jeune a de fortes chances de faire un choix de carrière éclairé et de mettre encore plus ses compétences au service de tous.



Mme Shana Si Abdallah, étudiante en master de droit à l’Université de Lorraine, a assumé la fonction de chargée de projet auprès de l’ALNU pendant la majeure partie de l’implémentation de ce projet.

M. Paul Frank, Vice-Président de l’ALNU, fut le modérateur de cette journée plénière.

Les prix attribués à chaque groupe de travail ont été les suivants:

Nature du prix	Montant	Groupe de travail
1 ^{er} prix	1000€	Lycée Classique de Diekirch – Groupe 2
2 ^{ème} prix	700€	Lycée Classique de Diekirch – Groupe 1
3 ^{ème} prix	500€	Athénée de Luxembourg – Groupe 1
4 ^{ème} prix	400€	Athénée de Luxembourg – Groupe 2
5 ^{ème} prix	300€	Atert Lycée Redange – Groupe 1
Prix spécial d’assiduité	200€	Atert Lycée Redange – Groupe 2

Shana Si Abdallah

‘L’Objectif de Développement Durable n°12 des Nations Unies : établir des modes de consommation et de production durables

Le tableau suivant présente les enjeux et autres réflexions abordés au cours des sessions finales à la Chambre de Commerce les 13 et 14 mai 2019 lors des séquences de questions/réponses, suite aux présentations des deux résolutions, des documents de travail, ainsi que dans le cadre du débat final.

Thème	Problèmes	Solutions possibles
Les déchets électroniques	<ul style="list-style-type: none"> • Les entreprises proposent une garantie et offrent un produit de remplacement neuf 	<ul style="list-style-type: none"> • Réparer ou allonger la durée de vie d’un produit • Donner ce produit à quelqu’un d’autre (notamment les réfugiés)
Le plastique	<ul style="list-style-type: none"> • Il n’est pas biodégradable. • Il est omniprésent (p.ex. micro plastique dans les aliments, animaux). • Sa production entraîne une forte pollution (p.ex. des océans, de la nature). 	<ul style="list-style-type: none"> • Réutiliser les produits en plastique, éviter le « single-use plastic ». • Se baser sur des produits durables. • Présenter les alternatives possibles ; rendre les produits en plastique plus chers (p. ex. sachets en plastique). • Instaurer des subventions de l’État pour encourager les alternatives au plastique.
Le gaspillage alimentaire	<ul style="list-style-type: none"> • Surproduction, importations excessives : entraînent des déchets et du gaspillage alimentaire. • Dévalorisation de la nourriture. 	<ul style="list-style-type: none"> • Éviter et limiter la surproduction d’aliments. • Instaurer plus de taxes d’importation et de taxes sur les déchets pour dissuader. • Acheter consciencieusement, boycotter les entreprises qui nuisent à la nature • Être moins regardants vis-à-vis des dates de péremption. • Acheter les légumes et fruits difformes/« moches » ; prévoir une réservation obligatoire des plats en cantine afin d’éviter le gaspillage
L’obsolescence programmée	<ul style="list-style-type: none"> • Les grandes entreprises font en sorte que les batteries (p. ex. des smartphones) lâchent facilement • Beaucoup d’émissions de gaz à effet de serre par le transport et la production; produit difficilement recyclable 	<ul style="list-style-type: none"> • Ne pas céder à la stratégie commerciale ! réparer au lieu d’acheter • Prendre soin de nos smartphones ! essayer de ne pas charger le téléphone toute la nuit • Régler ce problème à l’échelle européenne
La consommation énergétique	<ul style="list-style-type: none"> • Consommations élevées : viande, vêtements (soldes, nouvelle collection, publicité), voyages en avion, ... • Manque de publicité pour les initiatives écologiques 	<ul style="list-style-type: none"> • Réduire la consommation de viande, favoriser le végétarisme, l’achat de produits locaux • Directive stricte de la part de l’Union européenne ! introduire des normes à respecter strictement par les pays • Améliorer le transport public (horaires, connexion)
L’empreinte écologique élevée	<ul style="list-style-type: none"> • Essence moins chère au Luxembourg • Recyclage au Luxembourg: trois différentes poubelles (plastique, papier, autre) 	<ul style="list-style-type: none"> • Intégrer des stands d’information sur la gestion des déchets dans les établissements scolaires (Fairtrade); activités, jeux, tables rondes, petit déjeuner Fairtrade • Interdire des produits à usage unique (p. ex. sacs poubelles) • Remplacer les produits hygiéniques (p. ex. utiliser une brosse à dents en bambou) • Éliminer le plastique, promouvoir les magasins « Ouni » (vente en vrac)
La situation des producteurs du Sud	<ul style="list-style-type: none"> • Les plus touchés par le réchauffement climatique sont ceux qui polluent le moins: les pays du Sud • L’Europe et les Etats-Unis sont responsables de plus de 50% des émissions de gaz à effet de serre • Slogan des élèves: « t’as fait ton plein d’avocats ? – Oui c’est bon, les mexicains n’en ont pas ». • Leurs conditions sont propices à la maladie des cultures et des champignons, ainsi qu’à des inondations 	<ul style="list-style-type: none"> • Aider les producteurs du Sud par l’achat de produits issus du commerce équitable • Participer à des actions pour faire entendre sa voix



Lycée Classique de Diekirch – Groupe 2 : Premier prix du concours



Journée du 14 mai – Présentation des feuilles de route avec dossier intégré

WFUNA European United Nations Associations Meeting in Rome

From 20 to 21 May 2019, Rahsan Celik (member of the Administration Board) participated on behalf of ALNU in the European United Nations Associations meeting which took place in Rome. A diversity of countries joined this annual meeting, in particular: Albania, Austria, Belgium, Bulgaria, Croatia, Denmark, Finland, France, Germany, Israel, Italy, Luxembourg, the Netherlands, Serbia, Spain and Sweden. Special thanks go to the World Federation of United Nations Associations (WFUNA), the Italian Society for International Organization (SIOI) and the United Nations Association Italy (UNA Italy) for the excellent organization of this event.

The main focus of the agenda was on the topic “*Challenges in Multilateralism*”. Numerous insightful and inspiring keynotes were delivered by speakers who shared, amongst other things, experiences about the Syrian conflict and significant facts about the promotion of peaceful, just, inclusive and non-violent societies. Furthermore, a visit to the Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO) provided important insights into the implementation of the “*Zero Hunger in 2030 is Possible*” vision.

The main presentations were by Mr. Franco Frattini (President, UNA Italy), Mr. Bonian Golmohammadi (Secretary-General, WFUNA), Amb. Elisabetta Belloni (Secretary-General, Italian Ministry of Foreign Affairs and International Cooperation), Mrs. Marcela Villreal (Director, Partnerships Division, FAO) and Mr. Luis Jimenez Mcinnis (Director, Partnership and Resource Mobilization, IFAD) sharing extraordinary learning experiences and essential know-how with the audience. Also, some information about the United Nations Youth Delegates Programme launched for the third time by UNA Italy was given. In that connection particular emphasis was laid on the importance of developing strategies for better inclusion, education and awareness of the young generation about the United Nations' major pillars of sustainable development, peace/security and human rights. Similar emphasis was placed on challenges and threats faced by the multilateral system and on particular food security and hunger issues. Further speakers included Mr. Staffan de Mistura (Former Under-Secretary-General, UN Special Envoy for Syria, Afghanistan, Iraq, Lebanon) and Mrs. Bettina Tucci Bartisiotas (Director, UNICRI).

The agenda point “*How the UN in the context of a rapidly changing world can still be relevant? Lessons learned from the recent international crisis*” revealed the urgent need for more proactivity and unity for a more effective prevention and solution of conflicts worldwide. An enhancement of common principles and values and an increased relevance for the United Nations are crucial. Another emphasis was set on “*The role of UNICRI in promoting Peaceful, Just and Inclusive societies free from crimes and violence*” informing the participants about action-oriented research to prevent and counter violent extremism. The establishment and governance of security mechanisms through research, technology and innovation plays an increasingly significant role.

Later on, during the visit to the headquarters of the Food and Agriculture Organization (FAO), Mrs. Berlant Qabeel (Communication and Advocacy Officer, Outreach and Promotions Branch Office for Corporate Communication) and Mr. Michale Euler (Associate Professional Officer, Office of the Deputy Director General) talked about the FAO's "Zero Hunger" vision and the involvement of youth in international politics. A presentation about the FAO's contribution to realization of the Sustainable Development Goals (SDGs) showed the committed and ambitious steps taken to achieve the global objectives.

The fact that the 17 Sustainable Development Goals are interlinked and that the "Zero Hunger" vision is at the heart of the SDGs was highlighted. The significance of the FAO's initiatives "Our Actions Are Our Future" and "A Zero Hunger World by 2030 Is Possible" were briefly explained, too. Some of the facts and figures are summarized below:

- 821 million persons suffer under chronic undernourishment mainly because of climate change, conflict and economic reasons.
- 1,9 billion persons suffer from overweight → 672 million persons suffer under obesity.
- Approx. 60% of those suffering from hunger are women.

Finally, diverse actions to achieve "Zero Hunger" were suggested such as:

- Higher support of countries for national implementation of the SDGs and creation of national actions plan.
- Enforcement of commitment for partnerships and financing.
- Facilitation of international dialogue.
- More sharing of knowledge and best practices.
- Increased follow-ups and reviews of SDGs.
- Optimization of data collection and data evaluation.

During the final internal discussions, the European UNAs shared an overview on their major activities and future plans. Potential funding opportunities of the UNAs and collaboration possibilities lead to fruitful exchanges and vital interactions. The European UNAs meeting was a precious opportunity to connect with other UNAs, to exchange ideas, to discuss important topics and to obtain lots of significant information on diverse global topics.



Rahsan Celik

Les Nations Unies et le réchauffement climatique

Comment les Nations Unies abordent-elles la problématique du changement climatique au niveau international et comment pensent-elles mobiliser tous les secteurs de la société pour agir?

L'ONU est consciente que le changement climatique est l'un des enjeux les plus importants et les plus cruciaux de notre temps, et entreprend un grand nombre d'actions pour lutter contre le changement climatique et accroître la sensibilisation des populations: c'est pour ces raisons que le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a ouvert le Sommet Action Climat le 23 septembre 2019 à New York, d'où le fameux discours plein de rage de Greta Thunberg devant les leaders du monde entier a frappé les médias, une des plus fameuses citations étant « *Je ne devrais pas être là, je devrais être à l'école, de l'autre côté de l'océan. (...) Des écosystèmes entiers s'effondrent, nous sommes au début d'une extinction de masse et tout ce dont vous pouvez parler, c'est de l'argent et du conte de fée d'une croissance économique éternelle. Comment osez-vous ?* ».



Ce discours a marqué ce sommet, surtout en y ajoutant le fait que Mme Thunberg a traversé l'Atlantique à voile pour y venir. En résumé, 65 pays participants ont décidé de réduire leurs émissions de carbone à 100% d'ici l'année 2050 et 70 pays participants se sont mis d'accord pour mettre en œuvre des Contributions Prévues Déterminées au niveau National (CPDN) plus stricte pour l'année 2020, et plus de 100 chefs d'entreprises se sont mis d'accord pour délivrer des plans d'actions concrétisés afin de s'aligner avec les politiques de l'Accord de Paris et de précipiter la transition des économies grises aux économies vertes. De plus, tous les participants ont eu l'objectif commun de trouver des solutions globales par rapport aux réductions des gaz à effet de serre. Finalement, les petites nations insulaires et les pays moins avancés se sont mis d'accord pour réduire à 100% les émissions de gaz à effet de serre, malgré le fait qu'ils sont ceux qui contribuent le moins au changement climatique. Les avis sont très partagés au sujet de l'efficacité de ce sommet, particulièrement à cause de l'absence des plus grands pollueurs, comme les Etats Unies (comme prévu), mais il est clair qu'un tel sommet est crucial pour faire avancer les négociations. En fin de compte, le Secrétaire general des Nations Unies a déclaré que nous avons encore besoin de plans plus concrets et beaucoup plus ambitieux pour lutter contre le réchauffement climatique.

De plus, pour répondre aux besoins des jeunes adolescents, l'ONU a également organisé pour la première fois le Sommet Action Climatique dédié aux Jeunes le 21 septembre, qui a rassemblée plus de 500 jeunes activistes, innovateurs, entrepreneurs et des agents de changement d'environ 140 pays du monde entier, qui sont engagés pour une lutte rapide et efficace contre le changement climatique. Cette plateforme globale a donné aux jeunes la possibilité de partager leurs solutions et visions avec des décideurs économiques et politiques et de leur transmettre un message clair: il faut agir maintenant! L'opportunité de nouer le dialogue avec les leaders de la planète, et de proposer leurs propres solutions, leur a donné une voix claire pour répondre à leurs demandes d'actions ! Le résultat de ce dialogue intergénérationnel a ensuite été intégré et discuté dans le sommet climatique.

De plus, l'ONU est aussi convaincue que des solutions en faveur du changement climatique ne peuvent être trouvées et accélérées qu'avec l'éducation des jeunes générations et un accroissement de la sensibilisation. C'est pourquoi Action for Climate Empowerment a été établi, un terme qui comprend des directives générales et qui aspire à faire comprendre aux gouvernements qu'il faut développer des programmes de sensibilisation du public, favoriser l'accès aux informations et promouvoir la participation publique. Ceci devrait être fait de façon intergénérationnelle et afin de promouvoir la participation des femmes dans des processus décisionnels. Ce processus est un pilier pour faire participer tout le monde dans le dénouement des défis complexes posés par le changement climatique.

Finalement, l'ONU est aussi consciente que, même au niveau international le changement climatique doit être affronté immédiatement, que les citoyens du monde entier ont aussi un rôle à jouer individuellement afin de réduire leur empreinte carbone et que tout le monde est responsable envers l'environnement. C'est pourquoi l'ONU a plusieurs projets phares pour engager les citoyens dans le changement climatique, comme par exemple le Climate Neutral Initiative lancé en 2015, qui propose à tout le monde (aux organisations diverses, nations et citoyens) de réduire leur empreinte carbone en trois étapes: premièrement, il faudrait calculer sa propre empreinte énergétique, en prenant en considération par exemple les habitudes alimentaires, puis selon son empreinte carbone, essayer de réduire les émissions en changeant nos habitudes, par exemple en mangeant moins de viande, en utilisant les transports publics, etc. Ces petits efforts quotidiens pourront faire une grande différence. Et finalement, la troisième étape sera de compenser les émissions qui sont inévitables pour les individus: l'ONU propose d'utiliser les Certified Emissions Reductions (CERs), donc d'investir dans des projets de développement durables, qui aident à réduire l'empreinte carbone dans des communautés locales. On peut donc simplement compenser les émissions qu'on ne peut pas réduire pour le moment!

L'ONU entretient donc de grands projets afin de ralentir le changement climatique, et si nous travaillons tous ensemble et que tous les secteurs de la société collaborent pour un futur plus durable, peut être qu'un jour les jeunes cesseront de marcher pour les Fridays For Future...

